

20231107 Rue89 Lyon

<https://www.rue89lyon.fr/2023/11/07/hebergement-urgence-droles-comptes-prefecture-rhone/>

Hébergement d'urgence : les drôles de comptes de la préfecture du Rhône

[Info Rue89Lyon] Depuis septembre, la nouvelle préfète a donné comme consigne à plusieurs associations effectuant des maraudes dans les rues de Lyon de « compter » sur le sans-abri. Dans quel but ? Certains bénévoles craignent un retour de la guerre des chiffres et une volonté de minimiser le phénomène du sans-abrisme.

Réservé aux abonnés

Pierre Lemerle

Publié le 7 novembre 2023.



Pancarte réalisée par des enfants sans-abri pour demander la réquisition de bâtiments suite aux expulsions. Photo : LB/Rue89Lyon

Demander des comptes, d'accord, mais pour quoi faire ? En somme, c'est la question qui taraude plusieurs bénévoles investis auprès des sans-abri à Lyon. Selon nos informations, la nouvelle préfète du Rhône, [Fabienne Buccio](#), demande depuis septembre à différentes structures et associations de « compter » le nombre de personnes rencontrées lors des maraudes auprès de sans-abri. Une demande qui a été faite aux acteurs proches de cette problématique : la Maison de la veille sociale, la Croix-Rouge, Alynea et Urgence sociale rue.

Concrètement, il est demandé aux acteurs de faire remonter quotidiennement des « chiffres bruts » sur les personnes rencontrées.

« On nous a fait cette demande, mais on ne sait pas quelle est la finalité, commente une bénévole qui gravite dans plusieurs associations. On se demande : qu'est-ce qui se trame ? »

Sans-abri et comptage : le lourd passif de la préfecture du Rhône

Les méthodes de « comptage » du nombre de sans-abri ont toujours créé de vives tensions à Lyon. En 2018, l'État n'avait pas hésité à communiquer sur la présence [de seulement 56 personnes](#) à la rue dans la région Auvergne Rhône-Alpes. À l'époque, il s'agissait [de se rapprocher \(sans succès\)](#) des promesses faites par le président Emmanuel Macron, qui exigeait

: « [d'ici la fin de l'année, je ne veux plus personne ni dans les rues, ni dans les bois.](#) » Pour y arriver, une nouvelle méthode de comptage avait été mise en place par la préfecture.

Cinq ans plus tard, cette nouvelle demande de comptage inquiète certains bénévoles. En effet, les associations effectuant des maraudes ne rencontrent pas l'intégralité des personnes vivant à la rue. Elles sont également soumises à leurs (souvent) faibles moyens. Certaines d'entre elles ont baissé leur activité, du fait d'un manque de bénévoles.

Alors, certes, les chiffres actuels sur le sans-abrisme ne sont pas parfaits, loin de là. Bien souvent, les acteurs s'appuient sur le nombre d'appels faits par des SDF [au numéro d'alerte le 115](#), sans trouver de solution d'hébergement. Or, de nombreuses personnes n'appellent plus ce numéro par dépit. Totalemment saturé, le système d'hébergement d'urgence ne répond déjà plus à beaucoup de demandes. Cela dit, cette méthode a le mérite d'être acceptée comme base par la plupart des acteurs. Du 16 au 22 octobre, 1370 demandes d'hébergement sont restées sans réponse dans le Rhône.

Aller plus loin

[« Trois fois plus » d'enfants sans-abri à Lyon : écoles occupées et militant-es désabusé-es
Lyon attaque l'État en justice pour carence dans l'hébergement des sans-abri](#)

Préfecture du Rhône : un passif bordelais pour Fabienne Buccio

Que vont devenir les nouvelles données demandées ? « Au moins, ces chiffres vont peut-être permettre de faire remonter la présence d'enfants vivant à la rue », constate une membre d'une association. « Elle finance des dispositifs. On peut comprendre qu'elle veuille savoir ce qui se passe », tente une autre qui cherche à temporiser.

À voir. Si ces comptages sont utilisés, une bénévole craint que cela justifie une réduction des moyens alloués à l'hébergement d'urgence par l'État. Car là est l'enjeu. Les chiffres, en théorie, doivent guider une politique locale sur le sujet. Consciente de cela, Fabienne Buccio avait contesté les chiffres produits par la mairie issus d'une nuit de la solidarité, alors qu'elle était préfète à Bordeaux.

Alors que la Ville dirigée par Pierre Hurmic (EELV) annonçait la présence de 848 personnes vivant à la rue, [la préfecture avait communiqué ainsi](#) :

« La réalité des appels au 115 la nuit dernière dément formellement ce chiffre. Aucun appel n'a été recensé pour une demande d'hébergement d'urgence alors que des places étaient disponibles. »

Un an et demi après cet épisode, la préfète qui réside désormais rue de Bonnel (Lyon 3e) a-t-elle changé son fusil d'épaule à propos du 115 ? Une chose est sûre : ces demandes risquent d'altérer les liens avec les acteurs associatifs locaux. Depuis son arrivée et la mise en place d'une politique très « anti-squat », la nouvelle préfète de Région ne déjà fait pas l'unanimité auprès des acteurs du social lyonnais. Il n'est pas dit que cela s'améliore.

Back-office

Contactés le mardi 31 octobre par mail, avec une série de questions, Fabienne Buccio et la préfecture du Rhône n'ont pas répondu à nos sollicitations.